

**Un éclairage sur les mouvements populaires en cours dans les pays arabes :  
le monolithisme autoritaire ébranlé,  
une nouvelle règle-du-jeu social et politique à inventer.**

Jacques OULD AOUDIA, chercheur en économie politique du développement<sup>1</sup>

**Préambule**

*Alors que les transitions dans les pays arabes qui ont été secoués par des puissants mouvements populaires depuis la fin de 2010 suivent des évolutions divergentes, on constate que partout la question **politique** et **identitaire** a pris le devant, tandis que les problèmes **sociaux et économiques** sont absents des débats publics, alors même que s'accroissent les conséquences sociales des difficultés économiques créées par l'instabilité politique. Ces mouvements ont pourtant témoigné de l'épuisement des modèles économiques et sociaux qui ont prévalu dans nos pays depuis les indépendances.*

*Ce texte apporte des éléments de réponse à cet apparent paradoxe : les pays arabes se retrouvent dans une phase historique cruciale : ils sont **enfin** à pied d'œuvre pour aborder, comme toutes les autres sociétés ont dû le faire, la question de **la place de la religion dans la société**. Cette question a été posée dans les pays arabes à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle avec la Nahda, mais a été étouffée par deux fois dans l'histoire: une première fois par la vague coloniale qui a submergé nos pays, une seconde fois par les urgences de la construction des Etats nation au moment des indépendances.*

*Nos sociétés sont actuellement profondément divisées par ces questions identitaires. Ce débat nécessaire est **endogène** aux sociétés arabes. C'est à elles de décider ce qu'elles veulent élaborer en propre et ce qu'elles vont emprunter aux autres sociétés et le risque existe que le couvercle soit mis à nouveau pour étouffer ce débat nécessaire.*

*L'adoption récente de la Constitution tunisienne au terme d'un **compromis durement et longuement négocié** offre une première réponse aux demandes politiques (libertés) et identitaires (place de la religion) de la société tunisienne. C'est une avancée majeure qu'il faut saluer. Cette étape décisive va libérer, nous l'espérons, des espaces pour que les sociétés abordent les questions de nouvelles orientations en matière économique et sociale.*

\* \* \* \*

---

<sup>1</sup> Ce texte est en cours d'élaboration. Il est le produit d'une première présentation à l'Institut Français d'Izmir en octobre 2013, puis à l'IRES le 24 février 2014. Il vise à stimuler le débat et appelle commentaires et critiques.

## • 1. Une modernisation inaccomplie...

La phase historique ouverte par les indépendances dans les pays arabes s'achève brutalement avec les poussées populaires depuis 2010. Ces poussées introduisent un *changement majeur* dans la région méditerranéenne et au-delà, qui marque *l'épuisement des régimes* issus des constructions nationales dans les pays arabes après les indépendances.

La tentative de construction d'un Etat moderne dans une *société traditionnelle* s'est traduite partout par la mise en place d'un *Etat autoritaire et non inclusif* au plan social comme régional. Les acteurs qui ont mené ce processus n'ont pas transformé leur *légitimité* acquise par l'accession à l'indépendance, en capacité à engager un processus significatif de développement politique et économique, tandis qu'on assistait à l'émergence de pays sous d'autres cieux (Singapour, Corée, Taïwan, Chine, Vietnam...).

Le système issu de ces tentatives de modernisation est resté marqué par une pratique politique de type *autoritaire*, tandis que la question de la *légitimité* des règles (et donc du pouvoir), que les modernisateurs avaient voulu effacer en appliquant brutalement le modèle occidental de légitimité, n'était pas tranchée dans la société. Sous les institutions formelles importées, le système ancien et *son imaginaire social*<sup>2</sup> ont largement perduré.

Les deux paradigmes du système ancien sont en train de se fissurer sous nos yeux : 1/ alors qu'on la croyait tranchée, la question de la *légitimité des règles* est posée avec le retour de l'islam politique, 2/ tandis que la conduite des sociétés sur le mode *autoritaire* est remise en question.

## • 2. Les exigences communes des poussées populaires dans les pays arabes

Les demandes formulées par les manifestants dans tous les pays arabes présentent une similitude remarquable, par-delà les différences qui distinguent ces pays dans leurs régulations politiques et sociales.

Amorcées par les jeunes, les mouvements ont entraîné les sociétés sur trois exigences : une demande de *justice sociale* : du travail et la fin des prédati<sup>3</sup> ; une demande de *libertés politiques* d'expression dans la diversité ; une demande (plus difficile à formuler), tournant autour de la *dignité, de l'identité*.

L'acquis principal de ces mouvements est la remise en cause de la conduite des sociétés sur un mode de « *monolithisme autoritaire* » : une conduite des sociétés profondément enracinée, marquée par l'unicité du pouvoir et de ses relais, sans partage, sur le principe de la soumission au puissant (au père, au chef...). Idéal-typiquement, ce système fonctionne à tous les niveaux de la société : au sein du pouvoir politique, dans l'administration, dans les entreprises, les instances

---

<sup>2</sup> Au sens que Cornelius Castoriadis donne à ce terme.

<sup>3</sup> « *Le travail est un droit, bande de voleurs !* » criaient les jeunes manifestants en Tunisie en janvier 2011.

élues, les établissements publics... jusque dans les familles. C'est ce mode de fonctionnement qui est ouvertement contesté depuis 2011 dans la Méditerranée du Sud et de l'Est, Turquie comprise.

Les sociétés arabes se découvrent *plurielles* et ont à trouver une réponse à la question : « *comment vivre dans la diversité ?* ». Comme dans la plupart des sociétés de la planète, cette interrogation trouve son nœud le plus difficile dans la diversité de réponses à la question de la *place* de la religion dans la société. Au-delà, c'est bien de *démocratie* qu'il est question : celle-ci ne se construit pas sur les élections (qui en sont l'aboutissement) mais sur l'enracinement de la capacité à vivre et respecter la diversité, l'opposition, l'autre.

• **3. L'époque de la *soumission à un principe unique et autoritaire* est passée : la fin programmée du monolithisme autoritaire.**

Le mouvement vers des sociétés plurielles est *irréversible*, sous l'effet de trois facteurs lourds, eux-mêmes irréversibles : l'éducation de masse, l'urbanisation et l'ouverture internationale permise par les réseaux de communication.

Les *bases* d'une construction démocratique sont donc posées. Mais le cheminement vers des sociétés multiples, contradictoires assumant leur pluralité sera long, conflictuel, non linéaire.... À leur façon, les sociétés arabes devront *inventer comment vivre avec cette diversité*, c'est-à-dire composer avec la divergence, l'opposition, pacifier les rapports entre majorités et minorités, accepter l'autre différent, respecter la critique et le contradictoire.

Même si les forces politiques qui ont récupéré la dynamique engagée présentent bien des caractéristiques du *monolithisme autoritaire* (dans sa version religieuse ou dans sa version laïque, civile ou militaire), elles ne pourront à terme perpétuer le verrouillage des sociétés, désormais ouvertes, plus instruites et conscientes de leur pluralité. Autrement formulé : aucune *stabilisation* de nos sociétés ne pourra s'établir en revenant à un système monolithique autoritaire.

• **4. C'est uniquement par la fin du monolithisme autoritaire que l'on peut trouver réponse à la question de la place de la religion dans la société.**

Cette question de la place de la religion est incontournable. C'est la douloureuse réponse à cette question qui a signé l'émergence des modernités en Angleterre, en France<sup>4</sup>, aux Etats Unis, puis en Allemagne et dans tant d'autres pays... Dans les pays arabes, cette question a été posée avec force par les scores électoraux obtenus par les partis se réclamant de l'Islam dans tous les pays

---

<sup>4</sup> Entre la Révolution française et l'adoption de la Loi de 1905 sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat, il s'est passé plus d'un siècle. Et la question de la laïcité n'est pas totalement apaisée dans la France d'aujourd'hui.

où des consultations électorales relativement honnêtes se sont tenues (Maroc, Tunisie, Egypte et avant eux Turquie). Cette interrogation débouche sur la nécessité de trouver un *compromis* sur la réponse à la question de la légitimité : qui fait les Lois ? Dieu ou les hommes ?<sup>5</sup> Et le premier pas dans la voie de ce compromis consiste à accepter *la diversité des réponses* à cette question !

Depuis le début de l'histoire humaine, les groupes qui se sont constitués en société ont été régis par un pouvoir qui tirait sa légitimité d'une force transcendante : les Dieux, Dieu, les Ancêtres... Dans les pays de culture musulmane, on découvre depuis quelques années que la hiérarchie entre Lois de Dieu et Lois des hommes *ne fait pas* l'objet d'un accord explicite au sein de la société. Jusque-là, les autorités ont toutes cherché à 'noyer le poisson' pour ne pas trancher clairement cette question<sup>6</sup>.

#### • 5. A la recherche d'un *compromis historique*

Aucun retour au monolithisme autoritaire n'est possible durablement, ou alors *au prix d'une instabilité* permanente de la société ! La stabilisation de nos sociétés passe par un *compromis entre les deux forces* qui se font face aujourd'hui<sup>7</sup>, par des *concessions* mutuelles, dans l'idée que la partie adverse n'est pas un ennemi que l'on peut écraser mais un adversaire que l'on respecte, qui a des droits, avec qui on doit trouver une voie pour un nouveau mode de vivre ensemble. Le défi vaut pour tout le monde musulman.

On peut facilement prédire *qu'il n'y aura pas de société stable par l'écrasement d'une partie par une autre* : ni les forces qui se réclament de l'Islam, ni les forces qui se réclament de la laïcité ne stabiliseront la société par la soumission de l'autre partie. Un *compromis historique* est incontournable, dans les pays arabes comme partout ailleurs.

Ce compromis va mettre *des années à s'établir* car la culture du monolithisme autoritaire, bien que contestée depuis 3 ans, *continue d'agir* et chaque société doit trouver son chemin singulier pour résoudre ce conflit de légitimités<sup>8</sup>.

#### • 6. Recherche *endogène* d'un compromis pour chaque société et *ouverture* sur le monde multipolaire.

---

<sup>5</sup> Voir notamment Abdelkader Zghal.

<sup>6</sup> La Charia est portée en références dans toutes les Constitutions des pays arabes depuis les indépendances, selon des formulations plus ou moins affirmées (Baudoin Dupret).

<sup>7</sup> Pour éclairer le débat, nous forçons l'opposition entre la notion de *compromis* (résultant de concessions mutuelles entre parties qui font l'objet d'un respect partagé) et celle de *consensus* (résultant de la soumission plus moins contrainte à la volonté du plus fort).

<sup>8</sup> Il existe différents compromis : par ex. le compromis en France est perçu comme agressif vis-à-vis de la religion (la laïcité est perçue comme anticléricale) par rapport aux compromis adoptés en Angleterre et aux Etats-Unis.

La recherche d'un compromis historique ne peut se faire que selon un *processus endogène*. Aucune importation de réponses clé-en-main à ces questions ne débouchera sur des situations stables. Chaque société est confrontée, en interne, à sa capacité à répondre *par elle-même* à ces questionnements, et à construire ainsi *une base à la démocratie*.

Mais il y a un autre défi à relever, et celui-ci concerne tous les pays riverains de la Méditerranée, tant du Sud que du Nord : celui de régler la question du *rapport de chaque société au reste du monde*, dans un univers qui s'affirme multipolaire à l'échelle planétaire (migrations, échanges de tous ordres).

L'*ouverture* à ce monde pluriel est cruciale. Elle concerne tant les sociétés du Sud que celles du Nord de la Méditerranée, où les crispations identitaires se développent également. Cette ouverture s'effectuera contre les tentations d'enfermement, d'exclusion, de replis identitaires, de rejet de l'autre. Ce ne sont pas seulement les sociétés qui sont plurielles dans leur composition, *c'est aussi le monde qui est composite, divers, panaché, ...* et l'acceptation des *identités multiples* (y compris en soi-même) est à penser à l'échelle de la planète dans notre monde globalisé.

**Quelques références académiques :**

**Fikret ADAMAN, Ayça AKARCA Y GURBUZ, Kivanç KARAMAN**, « Political Economy of Turkey » (à paraître).

**Cornelius CASTORIADIS**, *L'Institution imaginaire de la société - 1975*, Seuil.

**Marcel GAUCHET**, *La démocratie contre elle-même*, Gallimard, 2002.

**Ahmed HENNI**, *Le Syndrome islamiste et les mutations du capitalisme*, Non-Lieu, 2008.

**Achille MBEMBE**, « Il n'y a pas de monde sans circulation libre des hommes », *interview à Mediapart*, 19 octobre 2013.

**Douglass NORTH, John WALLIS, Barry WEINGAST**, *Violence et ordres sociaux : un cadre conceptuel pour interpréter l'histoire de l'humanité*, Paris, Gallimard, 2010.

**Jacques OULD AOUDIA** « Les poussées populaires des sociétés du pourtour méditerranéen accoucheront-elles d'une nouvelle modernité ? Réflexion à partir du cas turc », *Revue Tiers Monde*, n°212, octobre-décembre 2012.

**Jacques OULD AOUDIA** « Méditerranée : 30 voix pour bâtir un espace commun » (dir. avec Agnès Levallois), *IPEMED, Construire la Méditerranée*, Paris 2012.

**Orhan PAMUK**, *Neige*, Paris, Gallimard, 2005 (1<sup>re</sup> éd. en turc : 2002).

**K. M. PANIKKAR**, *L'Asie et la domination occidentale du XV<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Le Seuil, 1957, Paris. Traduction de *Asia and Western Dominance*, 1953, Londres.

**Abdelkader ZGHAL** « Penser le projet moderniste tunisien » in Guiza Habib (dir.), *Tunisie 2040 : le renouvellement du projet moderniste tunisien*, 2012, Tunis, Acmaco/Cemaref.